

RÉALISATION DE CINQ NOUVELLES TOURS DE CONTRÔLE

Tou rejette le report de l'ouverture des plis

Ebranlé par plusieurs scandales, le département des Transports a rejeté la demande formulée par des soumissionnaires pour le report de l'ouverture des plis des offres pour la réalisation de cinq nouvelles tours de contrôle. Amar Tou y a donné publiquement son accord en indiquant que quand quel-qu'un «demande un report, c'est parce qu'il attend la réponse de son ami qui se trouve de l'autre côté».

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - L'ouverture des plis des offres pour la réalisation de cinq nouvelles tours de contrôle dans des aéroports du pays sera effectuée à la fin du mois de janvier prochain, a indiqué, jeudi dernier, le ministre des Transports, M. Amar Tou.

Le ministre a fait cette déclaration en marge de la visite qu'il a effectuée à l'aéroport international d'Alger, au niveau des installations techniques de l'Etablissement national de navigation aérienne (ENNA).

Ainsi, les cinq tours de contrôle seront construites dans les aéroports d'Alger, de Constantine, d'Oran, de Tamanrasset et de Ghardaïa.

A ce propos, le ministre a indiqué qu'à ce jour, une quinzaine d'offres ont été enregistrées suite aux appels d'offres lancés pour la réalisation de ces projets.

Ces infrastructures, dont le coût se chiffre à des millions de dollars, «permettront une plus grande sécurisation de la navigation aérienne par une meilleure couverture radar», a-t-il indiqué. C'est dans cette optique qu'Amar Tou a indiqué que «l'objectif du programme quinquennal de l'aviation civile est de réunir les conditions d'un développement équilibré du transport aérien national qui doit se situer à hauteur des normes et standards internationaux». Lors de sa visite, M. Tou s'est enquis du fonctionnement de la centrale électrique alimentant le site de l'aéroport Houari-

Boumediène, le bloc technique et la tour de contrôle, notamment pour la surveillance par radar, par un système automatisé de gestion du trafic aérien mis en place en mars 2009 et permettant d'accroître sensiblement la sécurité.

Selon lui, les 175 000 vols qui ont transité par le territoire national en 2008 ont permis d'enregistrer quatre milliards de dinars. Lors de cette visite, le ministre a éga-

lement inspecté un nouvel avion équipé d'un système automatique d'inspection et de calibration en vol.

L'avion en question, réceptionné à la fin du mois de novembre dernier, est considéré comme «un outil permettant de contrôler minutieusement la signalisation de la sécurité au sol, qui doit être aux normes. Il permet aussi de contrôler les 36 aéroports répartis à travers le territoire national. Selon le ministre des Transports, «l'Algérie est le seul pays du Maghreb à posséder ce type d'appareil de mesure technique».

Ceci dit, il est à rappeler que l'ENNA a pour principales missions «d'assurer le service public de la sécurité

de la navigation aérienne pour le compte de l'Etat, de mettre en œuvre la politique nationale en matière de navigation aérienne en coordination avec les autorités concernées et les institutions intéressées et de fournir les prestations qui garantissent la sécurité, la régularité et l'économie des vols dans l'espace aérien relevant de sa compétence». Et pour mener ses missions, particulièrement celle «relative à la sécurité aéronautique, l'ENNA, selon ses responsables, assure ses prestations par les tours de contrôle des 36 aéroports ouverts à la circulation aérienne, dont 11 internationaux et 25 nationaux».

A. B.



Photo : Samir Sid

FINANCEMENT DE PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS

L'ETRHB-Haddad emprunte 6 milliards de dinars

Le groupe privé ETRHB-Haddad a besoin de 30 milliards de dinars pour financer ses projets futurs dans les travaux publics. Sur ce montant, l'entreprise en a déjà emprunté 6 milliards de dinars sur le marché financier.

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - C'est la cinquième entreprise privée à recourir à l'emprunt obligataire et la troisième à lever des fonds auprès des banques et établissements financiers.

Le groupe privé ETRHB-Haddad (entreprise des travaux routiers hydrauliques et bâtiment) a levé, jeudi dernier, six milliards de dinars auprès de sept banques et institutions financières. Ces fonds sont destinés à financer l'acquisition de nouveaux équipements de travaux publics et de trois centrales à bitume et, partiellement, une usine de charpentes métalliques. Ces fonds seront remboursés dans un délai de 5 ans, sur la base d'un coupon annuel de 4,10 %, un prix moyen de 100,03 % et un taux de rende-

ment moyen de 4,09 %. Ils sont garantis par une hypothèque d'actifs de l'entreprise de 9 milliards de dinars et, placés, ils seront exonérés fiscalement. Une opération fructueuse d'autant que l'emprunteur a reçu des offres supérieures au mon-

tant demandé. Mais aussi un signe de la confiance à l'égard d'un opérateur des travaux publics qui compte investir à l'horizon 2014 quelque 16 milliards de dinars dont cet emprunt de 6 milliards de dinars et 10 milliards de dinars sur fonds propres. Outre le développement du know-how et le renouvellement de ses équipements auprès de partenaires, étrangers notamment, l'ETRHB-Haddad prévoit la réalisation de deux projets importants

devant générer la création de 8000 postes d'emploi directs et indirects. Il s'agit de la réalisation à Mostaganem d'une usine de traitement de charpentes métalliques, d'une capacité de 450 000 tonnes d'acier. L'opérateur prévoit également la construction à El Khroub, à Constantine, d'une unité de fabrication de tuyaux pour le transport d'hydrocarbures et d'eau. Egalement, un encouragement pour une entreprise privée qui a un plan de charges

actuel de l'ordre de 324 milliards de dinars et affiche un chiffre d'affaires de 50 milliards de dinars pour 2009.

Voire, l'ETRHB-Haddad a besoin de 30 milliards de dinars pour financer ses projets durant les prochaines années. En ce sens, l'entreprise n'écarte pas le recours à d'autres emprunts auprès tant du grand public (particuliers et entreprises) que des banques et des établissements financiers.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ

OBLIGATAIRE

Quid de l'intérêt des entreprises privées ?

Une rencontre sur le financement des entreprises privées par le marché obligataire est à l'ordre du jour.

Cette rencontre devrait regrouper des opérateurs privés, des experts et des acteurs de l'establishment financier. L'occasion d'apprécier l'intérêt des entreprises privées pour ce mode de financement, voire leurs appréhensions. Certes, le marché obligataire représente déjà plus de 3 milliards de dollars, selon le président du cabinet d'ingénierie financière Strategica et filiale de la Deutsche Bank, Hachemi Siagh.

Néanmoins, ce mode de financement, qui a connu au départ un fort engouement, souffre actuellement d'une désaffection des entreprises privées.

Une désaffection que les exigences de transparence et de crédibilité financière des entreprises emprunteuses expliquent certainement mais partiellement.

PROJET DU STADE DE TIZI-OUZOU

Les travaux devraient débuter dès le début 2010

Les travaux de réalisation à Tizi-Ouzou d'un stade omnisports, dont un stade de football d'une capacité de 50 000 places couvertes, devraient débuter dès le début de l'année 2010. En charge de ce projet, le groupe ETRHB-Haddad n'attend que l'aval de la Commission nationale des marchés publics. En rappelant que ce projet est lancé en partenariat avec une entreprise espagnole et pour un investissement de 480 millions d'euros. Par ailleurs, l'ETRHB espère obtenir un contrat d'expansion touristique à Zéralda.

C. B.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Algérie abritera l'Institut panafricain de l'énergie et de l'eau

Créée dans le cadre de la coopération avec l'Union africaine, l'Université panafricaine regroupera trois autres institutions d'enseignement supérieur : sciences et technologies de l'espace, sciences de la vie et de la terre et gouvernance.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Dès septembre 2010, l'Algérie abritera l'Institut panafricain de l'énergie et de l'eau, une nouvelle structure qui sera rattachée à l'Université panafricaine (UPA), spécialisée dans le domaine scientifique.

«Nous avons les moyens et les compétences nécessaires. Notre pays compte près de 800 laboratoires de recherche agréés, toutes disciplines confondues. Plus de 20 % sont spécialisées dans l'eau et plus de 30 % dans le

domaine de l'énergie», a indiqué Hafid Aourag, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, jeudi, à l'issue d'une rencontre avec une importante délégation africaine venue effectuer une visite de travail de trois jours auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Plusieurs pays, dont l'Égypte et la Libye, avaient posé leur candidature pour accueillir cet institut. «La région nord est la plus propice pour accueillir l'institution consacrée à l'eau, l'énergie et le changement climatique», a affirmé le professeur Jean- Pierre Ezin, commissaire de l'Union africaine en charge des ressources humaines, de la science et de la technologie, expliquant que le but de cette visite est de discuter de la mise en place du projet.

Exploiter les potentiels scientifiques africains, utiliser l'expertise locale

(cadres africains) et la formation qualifiante d'une élite africaine sont les principales missions de l'Université panafricaine.

Créée dans le cadre de la coopération avec l'Union africaine, l'UPA regroupera trois autres institutions d'enseignement supérieur spécialisées : sciences et technologies de l'espace, sciences de la vie et de la terre (médecine, biologie, sous toutes ses formes) et gouvernance (tous les mécanismes de gestion tels le management, l'entrepreneuriat).

Des institutions régionales qui seront insérées dans des universités déjà existantes, à l'exemple de l'Institut des sciences physiques et des mathématiques du Bénin qui s'occupe essentiellement de la formation doctorale. L'unité centrale chargée de la gestion de tout le processus sera installée à Addis-Abeba, au siège même de l'UA.

I. B.

LICENCIEMENT DE QUATORZE

EMPLOYÉS DE SONATRACH

Chakib Khelil accepte leur réintégration

La demande du nouveau bureau de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, gaz et chimie, pour le retour des 14 employés de Sonatrach licenciés, a fini par trouver écho auprès du ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, et ce à l'occasion d'une réunion, jeudi dernier, avec les nouveaux membres du secrétariat fédéral pour aborder la situation du secteur et examiner les opportunités de son développement. Plusieurs points ont été soulevés par la fédération, notamment la réintégration des quatorze employés relevant de la division production de Sonatrach à Hassi-Messaoud, l'élargissement de la compensation de l'indemnité de zone aux travailleurs concernés par la retraite anticipée, les conditions de travail au sein des bases, l'examen des cas spécifiques touchant certaines entreprises du groupe ainsi que la relance du dialogue social.

Si Chakib Khelil s'est montré disposé à répondre favorablement à la première doléance, à savoir la réintégration des travailleurs, dont l'administration leur avait reproché de se mobiliser en dehors de l'action syndicale, il a toutefois jugé prématuré de trancher la question concernant l'élargissement de la compensation de l'indemnité de zone aux travailleurs concernés par la retraite anticipée, et ce, «en absence d'un bilan exhaustif des mesures fondamentales déjà prises en la matière». Par ailleurs, les deux parties se sont entendues sur la nécessité du dialogue social, pour un bon développement du secteur.

S. A.